POL CANT.info

MAGAZINE SEMESTRIEL DE LA POLICE CANTONALE VAUDOISE

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

DOSSIER SPÉCIAL

ÉVÉNEMENTS MAJEURS

LA GESTION SÉCURITAIRE EST ASSURÉE PAR LA POLICE CANTONALE

N° 138 AOÛT 2026

Le contact visuel? Diablement efficace.

Toujours s'attendre à passer inaperçu.

bfu bpa upi

SWISS MOTO

Ruf Lanz 5.708.02 – 01.2024; © BPA

05 **Éditorial**
Edito de la commandante Sylvie Bula.

DOSSIER | Gestion des grands événements

06-07 **État-major**
Interview groupée des officiers d'Etat-major et chefs OP.

08-09 **Phase préparatoire**
Revue des services qui, en amont, préparent les dispositifs à mettre en place.

10-11 **Phase opérationnelle**
Lorsqu'un grand rendez-vous débute, toutes les divisions de la Police cantonale sont engagées.

12-13 **Les partenaires**
Selon l'événement, les partenaires sécuritaires viennent renforcer les forces de l'ordre.

14-15 **Illustrations**
Les grands rendez-vous qui se sont déroulés dans le canton de Vaud.

16 **La logistique**
La division logistique joue un rôle à part lors de ces opérations, particulièrement pour le G7.

17 **Communication**
La section communication de la PCV, parfois renforcée, fait partie intégrante du dispositif.

18 **Team Dialogue Population**
Une nouvelle entité se rend au contact des manifestants pour nouer le dialogue.

20-23 **La Brigade financière**
L'opération STUBL, une nouveauté dans les enquêtes de la Brigade financière.

24-25 **Londres**
La cple Leslie Koller raconte son expérience au sein de la prestigieuse Metropolitan Police de Londres.

26-27 **École des sciences criminelles**
Un modèle de langage reconnaît les termes des nouveaux stupéfiants sur les forums.

28-29 **Prévention criminelle**
Les chargés de prévention organisent de nombreuses conférences publiques.

30 **Les retraités de la PCV**
Départs à la retraite.

IMPRESSUM

DONNÉES DE DIFFUSION Paraît 2 fois par an • Tirage 4'700 exemplaires • Tirage contrôlé par la REMP. **ÉDITEUR** Police cantonale vaudoise. Direction communication et relations avec les citoyens. Centre Blécherette • 1014 Lausanne.

COMITÉ ÉDITORIAL Olivia Cutruzzolà : rédactrice en chef • David Guisolan : rédacteur en chef adjoint • Alexandre Bisenz : responsable d'édition. **RÉDACTEURS** Alexandre Bisenz • Valérie Ducommun • Nikola Tomovic.

MISE EN PAGE Next Communication SA. **RELECTURE** Police cantonale vaudoise. **IMPRESSION** Cavin-Baudat (Vallée de Joux). Le papier ainsi que l'enveloppe d'expédition sont fabriqués à partir de papier 100% recyclé et certifiés par un label. **ABONNEMENT** Revue distribuée gratuitement à tous les membres de la Police cantonale, aux polices vaudoises, aux polices de Suisse, aux autorités civiles et judiciaires cantonales et fédérales, aux partenaires privés et à nos annonceurs. **CONTACT** communication.police@vd.ch – 021 644 81 90 – www.police.vd.ch © Police cantonale vaudoise. Toute reproduction autorisée avec l'accord de l'éditeur. **PHOTOS** PCV

FSC
www.fsc.org
RECYCLÉ
Papier fait à partir de matériaux recyclés
FSC® C002255

SERVIR L'EXCEPTIONNEL SANS DÉSERTER LE QUOTIDIEN

Les 15, 16 et 17 juin derniers, le regard du monde s'est porté sur la région lémanique. Le sommet du G7, tenu à Évian, a réuni les dirigeants des sept grandes puissances mondiales à quelques kilomètres de la rive suisse du Léman. Pour la Police cantonale, le dispositif était en place bien avant : dès le 9 juin, six jours avant l'ouverture officielle. Un tel engagement rappelle une réalité que le canton de Vaud connaît bien, lui qui accueille régulièrement visites d'État, compétitions sportives et rassemblements populaires — de la Fête des Vignerons au passage du Tour de France. Derrière chacun de ces moments se joue un effort collectif considérable.

Un grand événement pose à notre institution un défi singulier. Il ne s'agit jamais de choisir entre l'exceptionnel et l'ordinaire, mais de tenir les deux ensemble. Car pendant que l'attention se concentre sur un sommet international, la population doit pouvoir compter sur notre présence et notre intervention. Comment réarticuler nos forces pour un dispositif d'ampleur sans jamais relâcher le socle sécuritaire qui protège chacune et chacun, partout dans le canton ? C'est notamment là que se mesure la solidité d'une police.

Notre réponse repose sur l'anticipation. Chaque événement se prépare en imaginant l'ensemble des scénarios, y compris les plus improbables. Le G7 l'a montré ; le calendrier a fait que le 13 juin, la grève féministe est venue se superposer au sommet. Il fallait tout envisager, sans rien exagérer. Anticiper pour ne pas subir, puis ajuster sans jamais surréagir et enfin communiquer de manière transparente : tel est notre engagement.

Aucune de ces missions ne se conduit seul. L'étroite collaboration et la coordination avec nos partenaires intercantonaux, de la Confédération et bien évidemment au sein de notre canton ont été décisives : chaque maillon compte. La Police cantonale assume ici son rôle de chef de d'orchestre, dans le respect de la complémentarité et des prérogatives de chacun. C'est dans ce travail commun, exigeant et sans cesse à consolider, que se construit l'efficacité d'un dispositif.

Je tiens, pour conclure, à remercier l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs engagés, ainsi que nos nombreux partenaires. Un déploiement de cette ampleur ne se referme pas sans laisser de traces : il nous laisse des enseignements à tirer, des pratiques à affiner et une coordination interpartenariale renforcée. C'est sans doute là l'acquis le plus fort de cet engagement, et celui sur lequel nous continuerons de bâtir.

Sylvie Bula
Commandante de la Police cantonale vaudoise

« LORS DE CES PRÉPARATIONS, IL FAUT TOUT ENVISAGER »

Visites d'État, Tour de France, Fête des Vignerons, sommets internationaux… La Police cantonale vaudoise est régulièrement sollicitée pour assurer la sécurité des événements d'ampleur exceptionnelle. À l'occasion du G7 qui s'est tenu à Évian les 15, 16 et 17 juin 2026, le cap Pascal Corno, les majors Samuel Corset et Marc Bardet, chef opérationnel pour le G7, lèvent le voile sur une mécanique très complexe.

Il est des moments où la police se transforme et devient une garante de la sécurité d'événements de grande ampleur. Le G7 d'Évian, qui a réuni les dirigeants des sept grandes puissances mondiales pendant trois jours en juin 2026, en est l'illustration la plus récente. « La mission première de la police est d'assurer la sécurité des personnes et des biens, rappelle d'emblée Marc Bardet, chargé de la coordination opérationnelle. Dans ce cadre, la prise en charge d'un événement d'importance se déroulant sur le sol vaudois implique une grande réorganisation de l'ensemble de nos forces. » Une formule sobre pour désigner ce qui est, en pratique, une transformation totale et temporaire de l'appareil policier cantonal. Car durant ces périodes particulières, la Police cantonale vaudoise doit se réinventer, sans pour autant déserter ses missions ordinaires auprès de la population.

Qu'attend-on de la police ?

Tout commence par une page blanche. Avant chaque grand événement, qu'il s'agisse d'une visite d'État, du passage du Tour de France, de la Fête des Vignerons ou du sommet du G7, les planificateurs doivent imaginer tous les cas de figure, même les plus improbables. Qu'est-ce qui peut arriver ? Quelles actions pourraient être organisées, et combien de personnes seront potentiellement présentes ? Et qu'est-ce qu'on attend de nous ? Faut-il fermer totalement un secteur ou, au contraire, essayer de maintenir une activité normale pour ne pas paralyser la vie économique, les commerces, les hôpitaux, les écoles ? « Planifier un événement est forcément abstrait, reconnaît le Major. Nous devons tenir compte de tous ces aspects avant de proposer un concept sécuritaire. »

Deux logiques s'affrontent alors : lorsque le risque est élevé et l'incertitude maximale, l'état-major opte pour le scénario le plus dangereux, car mieux vaut surestimer la menace et ne pas avoir besoin d'engager toutes les forces, que l'inverse. Mais quand les conditions le permettent, on privilégie le scénario le plus probable, tout en sachant qu'il y aura des surprises de dernière minute, comme l'admet le major avec réalisme. C'est précisément ce pragmatisme-là qui distingue une organisation précise d'une improvisation hasardeuse.

Un organigramme construit de zéro

La dimension logistique de ces opérations est souvent méconnue du grand public. Marc Bardet reprend : « Pour chaque événement majeur, la Police cantonale doit construire une structure de planification de conduite temporaire entièrement ad hoc : qui dirige quoi, à quelle échelle, avec quels moyens ? » Par exemple, la gendarmerie mobile se voit renforcée par des gendarmes issus des postes et provisoirement détachés de leurs fonctions habituelles, tandis que la brigade du lac, les unités d'escorte de personnalités, les spécialistes du déminage, les experts en drones doivent tous trouver leur place dans un organigramme provisoire conçu quelques semaines avant le premier coup de sifflet.

Cette mobilisation massive a un coût collatéral rarement évoqué : les affaires en cours, enquêtes et suivis s'en trouvent inévitablement retardés. Les gendarmes détachés laissent des dossiers ouverts et des collègues en sous-effectif. Des formations spécifiques sont parfois nécessaires : conduite de véhicules spéciaux, intervention dans des environnements inhabituels. Le capitaine Pascal Corno, remplaçant-chef OP, explique : « Tout cela doit se faire sans jamais relâcher le socle sécuritaire de base du canton, autrement dit, assurer la sécurité quotidienne, même quand le monde entier a les yeux braqués sur la région lémanique. »

Un concert d'acteurs à orchestrer

Le major Samuel Corset, chef opérationnel de la gendarmerie, complète : « Bien sûr, la police ne joue pas seule cette partition. Le concordat qui la lie aux polices communales lui permet d'obtenir des renforts et de coordonner les interventions à l'échelle du territoire. Mais les opérations de ce genre impliquent bien d'autres acteurs : pompiers, ambulanciers, services

« Lorsque la PCV planifie la sécurité d'un événement majeur, tous les cas de figure sont envisagés », explique le major Marc Bardet, chef opérationnel lors des grands engagements, à gauche sur la photo.

du CHUV, protection civile, le Service de la sécurité civile et militaire (SSCM), parfois l'armée, les autorités des villes et des communes concernées, etc. » Marc Bardet complète : « À chacun son cahier des charges ; le rôle d'un chef d'état-major est d'absorber le stress de chacun, d'accompagner les cadres dans ce qu'ils doivent mettre en place et de conserver le cap et la vue d'ensemble. C'est une dimension humaine et managériale qu'il faut également prendre en compte. »

La Police cantonale endosse alors un rôle de chef de file : c'est elle qui définit les règles d'engagement, qui attribue les missions à chacun lors de l'opération proprement dite. Avant cela, toutes les décisions doivent avoir été validées par les partenaires, par les autorités cantonales, et parfois, pour les événements à dimension internationale, par la Confédération helvétique elle-même.

Le G7, ou l'épreuve du feu

Sur la rive suisse du Léman, à quelques kilomètres des débats du G7 qui ont mobilisé l'attention de la planète entière, le dispositif a été activé dès le 9 juin, soit six jours avant l'ouverture officielle. À partir du 12 juin, des effectifs supplémentaires ont été mobilisés. Puis les 15, 16 et 17 juin 2026, vinrent les trois jours du sommet lui-même, suivis par les yeux du monde entier. Il faut encore noter que les 13 et 14 juin, la police devait gérer la grève féministe annuelle, une manifestation aux contours imprévisibles qui est venue se rajouter au G7. « Nous ne savions pas combien de manifestations seraient organisées, confie Marc Bardet. Nous avons dû tout envisager. » Et d'ajouter, avec la formule qui lui sert de boussole en toutes circonstances : « On planifie le pire, on espère le meilleur et on gère ce qui vient. » Une maxime qui résume, en une phrase, la philosophie d'une institution rôdée à gérer l'imprévu et à tenir son rôle, quoi qu'il arrive.

@ Alexandre Bisenz

PHASE PRÉPARATOIRE : LES SERVICES S'ORGANISENT DES MOIS À L'AVANCE

Derrière chaque événement de grande ampleur ou visite officielle de haut rang, qu'il s'agisse d'un sommet international ou du passage du Conseil fédéral, se déploie une architecture sécuritaire complexe. Plongée dans les rouages d'un dispositif qui ne laisse rien au hasard.

Planimob : l'horloger des ressources humaines

Pour la cellule Planimob, la planification et la mobilisation de toutes les personnes qui seront engagées pour un événement d'importance est une mission complexe qui vient s'ajouter à ses activités quotidiennes. Planifier la mobilisation de 170 personnes pour la venue du Conseil fédéral au mois de juin relève déjà d'un exercice conséquent. Mais lorsqu'il s'agit de coordonner près de 2'000 personnes sur le terrain pendant dix jours consécutifs, comme pour le G7, la complexité atteint une autre dimension.

Car il ne s'agit pas simplement de dresser une liste de noms et de les affecter à des missions. Planimob doit élaborer, sur toute la durée du dispositif, un tableau vivant qui intègre les heures de prise de service, les tournus, les remplacements en cas d'absence, de maladie, de blessure ou d'événement familial. Chaque mission comporte ses exigences, ses impératifs et chaque personne engagée a ses propres contraintes, ses spécialisations et son lieu d'affectation.

Cet exercice se pose avec la même complexité pour un match de football à haut risque : là aussi, il faut anticiper le pire, prévoir des réserves, construire un dispositif capable d'absorber l'imprévu.

Durant le G7, les effectifs dévolus aux missions d'intervention de police secours ont été renforcés par du personnel issu de diverses entités de la gendarmerie *(poste de gendarmerie, circulation, etc)*.

Travail de fond pour que tout événement sortant de l'ordinaire se déroule sans accroc et soit parfaitement organisé, l'action de Planimob ne se voit jamais lorsque tout fonctionne comme une horloge.

La police de sûreté : l'œil et l'oreille intérieure

Si la gendarmerie assure l'ordre public et la gestion routière, la police de sûreté opère dans un domaine tout aussi stratégique et peut-être un peu moins visible.

Son premier domaine d'action est le renseignement. En amont et pendant le déroulement d'un événement, des inspecteurs de la police de sûreté contribuent, sous l'égide des Services généraux, à la collecte et à l'analyse des informations susceptibles d'éclairer la menace. Elle travaille en réseau avec les autres services, nourrissant une image de la situation qui évolue en temps réel et qui permet aux décideurs d'adapter le dispositif, si nécessaire.

Son second domaine d'action est d'assurer la sécurité à l'intérieur des sites sensibles. Là où la gendarmerie sécurise le périmètre extérieur, la police de sûreté prend en charge la sécurisation des lieux accueillant les personnalités, comme les salles de conférence, les chambres d'hôtel, les couloirs, les espaces de réception et tous les accès. Cette présence discrète mais constante permet de protéger en permanence les sites et les occupants de ceux-ci.

Enfin, si des interpellations sont effectuées, c'est la police de sûreté qui procède aux actes d'enquête. Ainsi, lors de manifestations de grande envergure, un concept global d'interpellation et de traitement judiciaire est établi en lien étroit avec la gendarmerie et les magistrats.

Une zone de rétention temporaire est établie, permettant la prise en charge des personnes interpellées. Dans le cadre du G7, cette zone de rétention a été établie dans la cour intérieure du Centre de la Blécherette. Ce travail judiciaire est important car il conditionne la validité des éventuelles poursuites ultérieures.

Le bureau des manifestations : partenaire du renseignement

Dans l'architecture complexe d'un grand dispositif sécuritaire, le bureau des manifestations joue un rôle de partenaire du renseignement en termes d'événements sur le canton. Sa fonction première est de centraliser l'ensemble des manifestations prévues et annoncées via le Portail cantonal des manifestations

(POCAMA) sur le territoire, qu'il s'agisse de cortèges autorisés, d'événements sportifs, de rassemblements culturels ou de toute autre occupation de l'espace public ou non.

Le Bureau des manifestations permet, en offrant une vision d'ensemble des événements prévus sur le territoire, d'identifier ceux qui pourraient capter des ressources sécuritaires déjà sous tension, de détecter les conflits d'usage de l'espace public, d'anticiper les situations où la présence policière devra être dupliquée sur plusieurs fronts ainsi que de préserver la liberté de mouvement des forces sécuritaires. Dans un dispositif où chaque personne mobilisée compte, cette anticipation est une nécessité.

Le détachement de protection rapprochée : l'ultime rempart

Au sommet de la pyramide sécuritaire, là où toutes les autres mesures convergent, se trouve le détachement de protection rapprochée (DPR). Sa mission est la plus exposée et, d'une certaine façon, la plus symbolique : assurer la sécurité physique immédiate des personnalités.

Mais la protection rapprochée ne se réduit pas à une présence musclée aux côtés des VIP. Elle commence bien avant l'arrivée des personnalités, par un travail de reconnaissance méthodique des lieux qu'elles fréquenteront. Chaque site est ausculté : les accès, les points de vulnérabilité, les axes d'évacuation d'urgence, les zones de stationnement des véhicules, les angles morts. Cette reconnaissance permet d'ajuster le dispositif en fonction des caractéristiques propres de chaque lieu, car une salle de conférence ne se sécurise pas comme un espace public et un itinéraire en zone urbaine dense ne se gère pas comme un déplacement sur une voie rapide.

Les agents du DPR sont formés à anticiper et réagir rapidement. Mais c'est précisément parce qu'ils préparent chaque mission avec minutie qu'ils espèrent ne jamais avoir à intervenir. Dans leur métier, la réussite absolue se définit par l'absence d'intervention.

Situation et renseignement : l'évaluation de la menace

Les différents services de renseignement collectent et analysent les menaces ainsi que les possibilités d'évolution de la situation. Dans le cadre d'un engagement comme le G7, ce sont différents services cantonaux ou fédéraux comme l'Office fédéral de la police (fedpol), l'Office fédéral de la cybersécurité (OFCS), l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) ou encore le Service de renseignement de la Confédération (SRC) qui vont se coordonner et collaborer avec les corps de police. De son côté, le Service fédéral de sécurité (SFS) fait l'analyse du risque auquel sont exposées les personnes jouissant d'une protection en vertu du droit international et indique les mesures à prendre.

Les communes et les polices communales : un maillon incontournable

Bien sûr, les autorités communales sont consultées lors de tout événement se déroulant sur leur territoire. Lorsque l'ampleur de l'événement le justifie, les polices communales sont appelées à renforcer le dispositif cantonal. Elles apportent alors leurs effectifs, leur connaissance du terrain et leur légitimité auprès de la population. Mais cette intégration ne s'improvise pas : lorsqu'elles sont engagées dans un dispositif cantonal, les polices communales sont subordonnées à la PCV, qui assure la direction des opérations.

La Confédération entre en scène

Lorsque la visite dépasse le cadre cantonal pour prendre une dimension nationale ou internationale, la venue d'un chef d'État ou la tenue d'un sommet diplomatique, la mécanique sécuritaire s'enrichit de nouveaux acteurs fédéraux dont les compétences, les mandats et les règles protocolaires doivent être soigneusement articulés.

– **Le Service de renseignement de la Confédération (SRC)** est le premier à entrer en lice. Sa mission est d'évaluer la menace : qui pourrait vouloir perturber l'événement, par quels moyens, avec quel degré de probabilité ? Cette évaluation, nourrie de sources multiples et actualisée en continu, constitue la boussole à partir de laquelle l'ensemble du dispositif de sécurité est conçu. Une menace élevée exige des moyens renforcés. Ainsi, le travail du SRC oriente les décisions que la Police cantonale mettra en œuvre.

– **Le Service fédéral de sécurité (SFS)** assume, en collaboration avec le Détachement de protection rapprochée, la protection physique des VIP de la Confédération et des chefs d'Etat étrangers et coordonne la sécurité d'événements majeurs en Suisse. Son rôle ne se limite pas à déployer des agents : il peut imposer à la Police cantonale des mesures de sécurité spécifiques, adaptées au degré d'importance de la visite et au niveau de danger évalué. Cette capacité d'injonction suppose une coordination fine entre les deux institutions, dont les logiques, fédérale d'un côté et cantonale de l'autre, doivent s'aligner.

– **Le Service du Protocole de la Confédération,** selon la nature de la visite et les protocoles diplomatiques qu'elle implique, peut également intervenir. Il impose ses propres contraintes en matière d'étiquette, d'itinéraires officiels et de gestion des délégations étrangères. Enfin, la Police fédérale (fedpol) est présente pour les missions de renseignement opérationnel et pour le traitement des cas relevant spécifiquement de la compétence fédérale : surveillance de ressortissants étrangers, coordination avec les services de sécurité des délégations, gestion des bases de données sensibles. Cette constellation d'acteurs fédéraux, chacun doté de ses compétences propres, représente en elle-même un défi de coordination que les états-majors cantonaux doivent gérer avec autant de soin que le dispositif opérationnel lui-même.

@Alexandre Bisenz

PHASE OPÉRATIONNELLE : PLONGÉE DANS LES COULISSES D'UN ÉVÉNEMENT

Pour que les grands rendez-vous se déroulent sans accroc, chaque dimension de l'espace est scrutée, sécurisée et maîtrisée. De la piste d'atterrissage aux lieux de rendez-vous, du ciel aux fonds lacustres, sur les routes et dans les lieux sensibles, portrait des unités qui œuvrent dans l'ombre.

Le guidage : le premier visage du canton

Le guidage est bien plus qu'un simple transfert d'un point A à un point B. C'est le premier contact entre les VIP et le territoire qui les accueille. Il engage l'image du canton, autant que sa réputation sécuritaire. Les forces de l'ordre prennent en charge les personnalités dès leur arrivée sur le territoire, que ce soit à la descente d'un avion, dans une gare ou lorsqu'un convoi routier pénètre dans le canton, avec un seul objectif : les acheminer en sécurité là où elles sont attendues.

Pour y parvenir, le convoi se compose parfois d'une vingtaine de véhicules, qui circulent sur des axes ouverts à la circulation publique, parfois en plein cœur des localités. Cette contrainte impose une vigilance de chaque instant. Le risque qu'un véhicule tiers s'insère entre deux éléments du convoi, qu'un accident ne bloque la route ou qu'un attroupement imprévu crée un goulet d'étranglement est constant. Les responsables du guidage doivent être capables de prendre des décisions en quelques secondes sans perdre le contact visuel avec les autres éléments du dispositif.

Pour parer à ces imprévus, des itinéraires de substitution sont définis et mémorisés avant chaque déplacement. Si l'axe principal est compromis, le convoi emprunte un tracé alternatif sans hésitation et sans temps mort. Cette fluidité est le produit d'heures de reconnaissance préalables, d'une coordination ininterrompue entre les éléments du convoi et avec le poste de commandement. Le guidage, en apparence le plus simple des dispositifs, est en réalité une phase délicate pour le reste de l'opération.

Le maintien de l'ordre

Au sol, toujours très visibles, les forces de maintien de l'ordre assurent une tout autre mission. Ce détachement, composé de gendarmes et de policiers extraits de leur environnement habituel, est déployé lors d'événements sportifs, diplomatiques ou lors de manifestations, pour garantir la sécurité des biens et des personnes dans l'espace public, ainsi que le respect des libertés fondamentales de chacun.

Sa mission n'est pas seulement répressive, elle est également dissuasive et consiste à créer les conditions dans lesquelles manifestants, spectateurs et résidents peuvent cœxister dans un même espace sans que la situation ne dégénère. Une présence capable de s'interposer rapidement si la situation l'exige et de procéder à des interpellations.

La brigade canine et le Nedex : les gardiens de l'invisible

Avant qu'un chef d'État ne s'assoie à une table de conférence ou qu'il prenne possession de sa chambre d'hôtel, ces espaces ont déjà été fouillés et inspectés. C'est la mission de la brigade canine et du Nedex, le service de déminage, qui travaillent de concert pour neutraliser toute menace potentiellement dissimulée dans les lieux que les personnalités fréquenteront.

Salles de réunion, salles à manger, couloirs, véhicules stationnés à proximité : rien n'échappe à leur examen minutieux. Les chiens de la brigade canine détectent des substances explosives ou suspectes avec une précision que nulle technologie ne surpasse encore. Leurs maîtres les guident méthodiquement à travers chaque espace, inspectant recoins, meubles, faux-plafonds et gaines techniques. Le Nedex intervient en complément avec son matériel, pour traiter tout objet ou dispositif suspect.

Ce travail se déroule dans la discrétion la plus totale, souvent plusieurs heures avant l'arrivée des VIP, puis continue avec une surveillance jusqu'au départ des personnalités. Car la menace n'est pas seulement celle qui était présente avant l'arrivée, elle peut aussi se glisser dans un couloir momentanément non surveillé. La brigade canine et le Nedex assurent cette continuité avec rigueur.

Le DARD : la bulle sécuritaire

La menace ne vient pas que de l'intérieur des bâtiments, ni même des axes routiers empruntés par les convois. Elle peut surgir de la foule, d'un bâtiment ou d'un véhicule banal.

Selon le degré d'importance de la visite. Le Détachement d'action rapide et de dissuasion (DARD) intègre le convoi afin de répondre immédiatement à toute menace qui surviendrait en cours de déplacement. Mais le DARD ne se contente pas d'accompagner le convoi : ses membres peuvent circuler dans les alentours ou en avance, pour prendre connaissance du contexte sécuritaire que le cortège va traverser. Cette mobilité leur permet de détecter un danger, de le signaler ou de le traiter avant que le convoi ne l'atteigne.

La brigade du lac : la maitrise des eaux

La brigade du lac, quant à elle, assume la surveillance des plans d'eau lorsqu'un événement se déroule à proximité. Ses membres procèdent à des interceptions de navigateurs qui ne respectant pas le périmètre de sécurité et peuvent procéder à des interpellations si nécessaire. Mais leur mission ne se limite pas à la surface : les plongeurs de l'unité sont capables d'inspecter et de sécuriser la coque d'un bateau destiné à accueillir des personnalités, neutralisant ainsi une éventuelle menace, ou de porter assistance à une personne en difficulté.

Les chefs engagement hélicoptère : maîtriser le ciel

Au-dessus des convois, des bâtiments et des foules, l'espace aérien représente une dimension sécuritaire dont l'importance n'a cessé de croître ces dernières années, notamment avec la prolifération des drones. C'est le domaine des chefs engagement hélicoptère, les CEH.

Lors des grands événements, l'espace aérien à proximité des sites officiels est le plus souvent fermé. Les CEH assurent alors la surveillance de cette zone, détectent toute intrusion non autorisée, qu'il s'agisse d'un aéronef en infraction ou d'un drone piloté depuis le sol, et coordonnent la réponse appropriée. Ils assurent également la coordination de l'ensemble des moyens héliportés qui sont mobilisés pour la durée de l'opération.

Les services radio et IT : le système nerveux du dispositif

Si les personnes mobilisées sur le terrain sont les muscles de l'opération, les services radio et IT en sont le système nerveux.

Lors de grandes mobilisations, ces deux services fournissent un ensemble de prestations techniques dont la liste donne la mesure de leur rôle : installation des structures de commandement, mise à disposition des moyens de communication radio et informatiques, établissement du plan des liaisons radio coordonné avec l'ensemble des partenaires et parties prenantes, surveillance du spectre électromagnétique et mise en place de piquets techniques disponibles à toute heure.

Tout cela en parallèle du maintien des prestations habituelles du socle sécuritaire de base, car la vie du canton n'a pas cessé pendant le sommet. Les appels d'urgence ont continué d'arriver, les patrouilles ont maintenu leur activité et les services ont fonctionné sans interruption. Ce double effort, soutenir l'exceptionnel sans sacrifier l'ordinaire, constitue peut-être l'exploit le moins visible mais le plus remarquable de l'ensemble de l'opération.

@ Alexandre Bisenz

Véritable centre névralgique des grandes opérations, le Poste de commandement des opérations (PCO) réunit les représentants des acteurs sécuritaires et des partenaires.

LE RÔLE ESSENTIEL DES SERVICES PARTENAIRES

La sécurisation des grandes manifestations demande une planification et une collaboration interservices à l'échelle de l'événement.

Selon l'importance et la nature de l'événement, la Police cantonale reçoit du renfort de ses partenaires sécuritaires comme l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (ODFD), l'Etat-major cantonal de conduite (EMCC), la protection civile (PCi), les sapeurs-pompiers des SDIS du canton, les ambulances du 144 et même, selon les cas, l'aide de l'armée. Des entreprise de sécurité privées peuvent être également partenaires de l'opération.

L'État-major cantonal de conduite (EMCC)

Lorsqu'un événement exceptionnel se tient sur le canton de Vaud, les cadres de l'EMCC intègrent le Technical operation center (TOC), là où se prennent toutes les décisions. Leur rôle consiste à assurer une veille stratégique permanente dans l'éventualité d'une montée en puissance de l'engagement sécuritaire. Cette présence revêt une importance particulière si un événement imprévu survient et nécessite le déclenchement du plan ORCA, un dispositif spécifiquement conçu pour répondre aux catastrophes de grande ampleur affectant le territoire cantonal. Ce plan permet une coordination rapide et efficace de l'ensemble des moyens disponibles, qu'ils soient civils ou militaires, et garantit une chaîne de commandement claire en cas de situation de crise majeure.

La Protection civile vaudoise (PCi)

Lors de conférences internationales, de concerts de grande envergure, d'événements naturels tels que des intempéries ou des crues, ainsi que lors de manifestations culturelles majeures comme le Paléo Festival ou le Montreux Jazz Festival, la Protection civile vaudoise (PCi) collabore étroitement avec les forces de l'ordre. Dans ces cas, son engagement porte principalement sur la gestion de la circulation autour des zones réservées et sécurisées, permettant ainsi aux forces de l'ordre de se concentrer sur leurs missions premières de sécurité publique.

Lors de grands engagements, la PCi contribue également à l'ensemble de la logistique nécessaire au bon déroulement des opérations : aide à la conduite, préparation et distribution des repas pour les intervenants engagés sur le terrain, fourniture de matériel technique, mise en place de barriérages pour délimiter les périmètres de sécurité, installation de tentes servant de postes de commandement avancés ou d'abris pour le personnel, ainsi que le déploiement de dispositifs d'éclairage indispensables lors d'interventions nocturnes ou dans des zones insuffisamment éclairées.

Le groupe romand de maintien de l'ordre (GMO)

En matière de maintien de l'ordre, plusieurs échelons de coopération intercantonale peuvent être activés selon la gravité de la situation. Le GMO, qui regroupe les forces de police des cantons romands, constitue le premier niveau de renfort disponible. Pour les événements de très grande ampleur dépassant les capacités régionales, la convention IKAPOL *(Interkantonale Polizeieinsätze)*, qui fédère l'ensemble des polices suisses dans un cadre de maintien de l'ordre national, peut être mobilisée en tout temps si la situation l'exige. Ces mécanismes de coopération permettent de disposer rapidement de forces supplémentaires entraînées et équipées pour faire face à des situations d'ordre public complexes, tout en garantissant une interopérabilité entre les différents corps de police engagés.

Les sapeurs-pompiers de l'ECA SDIS

Lors des festivals et autres grandes manifestations, les pompiers du SDIS sont à la table des décideurs. Une structure de commandement est montée afin de disposer d'une vision d'ensemble sur tous les événements susceptibles de les concerner. Cette organisation leur permet de coordonner les interventions, de positionner des moyens dans les secteurs à risque et d'assurer une réponse rapide en cas d'intervention.

Le dispositif du SDIS a notamment été déployé lors de la grève féministe du samedi 14 juin 2026, qui a réuni entre 8500 et 9000 personnes dans les rues de Lausanne, nécessitant une surveillance accrue des risques liés à la densité de la foule et aux perturbations de la circulation dans le centre-ville.

La Direction générale de la santé (DGS)

Le personnel sanitaire rattaché à la DGS est également systématiquement engagé lors des festivals, fêtes populaires et grandes manifestations publiques. Un poste médical avancé est alors monté et des équipes mobiles sont réparties sur le terrain afin de disposer d'une vision globale et en temps réel des interventions sanitaires sur la zone concernée durant toute la période de l'événement.

Cette organisation permet d'optimiser les temps de réponse, de prioriser les cas selon leur gravité, d'assurer une liaison permanente avec les établissements hospitaliers de la région en cas d'afflux de patients et de garantir les prestations de base pour la population.

La Police des transports (TPO)

La TPO est la police qui œuvre quotidiennement dans les gares et dans les trains, avec une attention particulière lors des festivals, grands rassemblements, manifestations, matchs de foot, etc. Elle procède à des contrôles ciblés et peut interpeller les personnes susceptibles de représenter un danger pour la sécurité des autres usagers. Durant la tenue du G7, son attention s'est portée sur les trains à destination de Genève les 15, 16 et 17 juin. La présence visible d'agents dans les convois a également contribué à un effet dissuasif auprès de potentiels perturbateurs.

Le service des routes (DGMR et SIERA)

Les compétences de la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) et de SIERA pour les autoroutes s'avèrent essentielles dans l'hypothèse où une escorte de personnalités devait être organisée dans l'urgence, nécessitant la sécurisation d'itinéraires et la déviation du trafic, via un plan DELESTA. En cas de besoin, des représentants du service des routes prennent également place au TOC et grâce à leur réseau de caméras, ils disposent d'une évaluation précise et actualisée en permanence de l'état du réseau routier vaudois.

Les transports publics

Les transports publics, bus et métros éventuels sont toujours impactés lors de grands rassemblement urbains. Certaines lignes peuvent être momentanément déviées, voire supprimées. L'adaptation de l'offre de transports publics exige une coordination étroite avec les autorités policières et les organisateurs, afin de minimiser l'impact sur les usagers tout en garantissant la sécurité des participants à la manifestation et du personnel de conduite.

@ Alexandre Bisenz

Collaborations spécifiques pour le G7

L'armée, l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) et les établissements hospitaliers de la région, comme le CHUV, peuvent être amenés à collaborer activement ou à se tenir en état de disponibilité renforcée lors de l'organisation d'événements exceptionnels sur le territoire cantonal. Le sommet du G7, tenu à Evian en juin 2026, a constitué un bel exemple de mobilisation interinstitutionnelle à grande échelle.

Ainsi, **l'armée**, durant le sommet et les jours précédant son ouverture officielle, a dépêché environ 4000 militaires dans la région lémanique. Ces troupes ont assuré des missions variées et complémentaires : protection statique des sites sensibles identifiés comme cibles potentielles, missions de surveillance sur le lac Léman au moyen d'embarcations militaires et de systèmes de détection pour prévenir toute intrusion par voie nautique, ainsi que des missions de surveillance et de contrôle de l'espace aérien dans un rayon étendu autour des lieux du sommet. En complément de ces missions opérationnelles, l'armée a fourni d'importants éléments logistiques aux cantons de Vaud et de Genève, notamment des véhicules blindés et de transport, des équipements de communication sécurisés et du matériel de protection, renforçant ainsi considérablement les capacités des forces civiles engagées.

De même, **l'OFDF** a procédé à de nombreux contrôles renforcés aux frontières romandes durant toute la période du sommet. Ces vérifications systématiques se sont étendues au-delà des postes-frontières terrestres habituels, incluant notamment le port d'Ouchy, où les agents douaniers contrôlaient les personnes arrivant de France à bord des bateaux de la Compagnie générale de navigation (CGN). Ce dispositif visait à empêcher l'entrée sur le territoire suisse d'individus fichés ou transportant des objets prohibés susceptibles de compromettre la sécurité du sommet.

De son côté, le Centre hospitalier universitaire vaudois (**CHUV**) s'était préparé de manière approfondie à l'éventualité de devoir accueillir en urgence une personnalité de haut rang en situation de détresse sanitaire. Un protocole spécifique avait été élaboré, prévoyant la mise à disposition immédiate d'une équipe médicale spécialisée, la sécurisation d'un parcours dédié au sein de l'établissement et la coordination avec les services de protection rapprochée des délégations étrangères présentes lors du sommet.

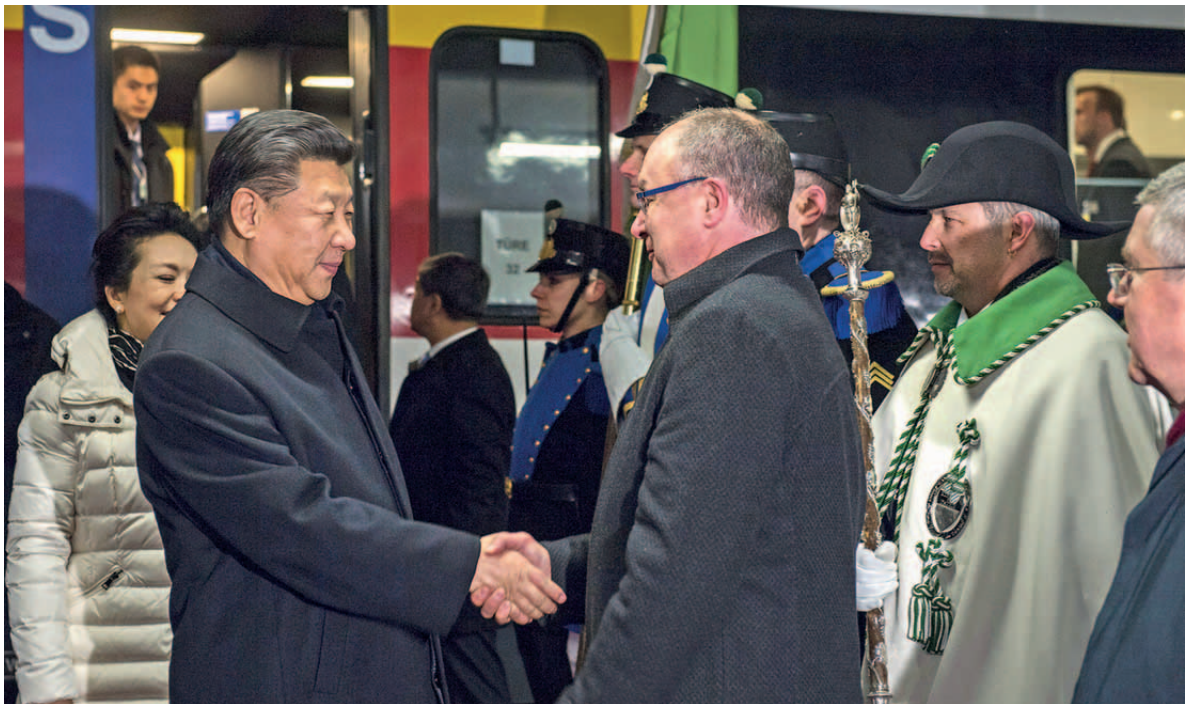
UNE SÉRIE D'ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Parmi ses nombreuses missions, la Police cantonale vaudoise assure la sécurité des événements exceptionnels se déroulant sur son territoire. Visites d'État, conférences internationales, festivals, manifestations sportives, chacun d'eux nécessite la mobilisation de l'ensemble des forces de l'ordre et de leurs partenaires. Selon l'importance de l'événement, l'État-major cantonal de conduite (EMCC) est également engagé, ce qui fut le cas lors de la Fête des Vignerons à Vevey en 2019. Exemples imagés.

@Alexandre Bisenz

Visite du Président chinois Xi Jinping

Au mois de janvier 2017, la Suisse recevait la visite du Président Xi Jinping. Il a passé deux jours sur sol vaudois.



Visite du Président français Emmanuel Macron

Le Président français est passé dans la capitale vaudoise du 10 au 12 juillet 2017, pour une session extraordinaire du CIO.

Visite pontificale

De passage en Suisse en juin 2018, le Pape s'est arrêté quelques heures au Château de Bossey (VD).

La Fête des Vignerons

L'EMCC et les partenaires sécuritaires vaudois ont assuré la sécurité de la Fête de Vignerons, qui a attiré 400'000 spectateurs et 600'000 personnes en ville de Vevey du 18 juillet au 11 août 2019.

Le Traité de Lausanne

Du 22 au 24 juillet 2023, plus de 6'000 personnes sont venues célébrer le 100 ans du Traité de Lausanne.

Conférence sur l'Ukraine

Conférence sur le déminage en Ukraine : la police a mis en place un important dispositif les 17 et 18 octobre 2024.

Sommet du G7 à Evian

Juin 2026 : les yeux du monde étaient braqués sur la région lémanique qui accueillait le sommet du G7 à Evian. L'armée est venue prêter main forte.

Tour de France Femmes

Début août 2026, les coureuses et l'imposante caravane du Tour de France ont traversé le canton.

LE DÉFI DE LA LOGISTIQUE

Après la rencontre du G7, qui a mobilisé 1'400 policiers dans le canton de Vaud du 12 au 18 juin 2026, le premier-lieutenant Laurent Porchet, chef domaine de base logistique (DB 4), lève le voile sur les coulisses invisibles d'un dispositif d'une ampleur inédite.

« On imagine volontiers que, pour ce qui est de la logistique policière des grands événements, le rôle de la logistique se résume à distribuer des gilets et à servir des repas chauds, concède le premier-lieutenant Laurent Porchet. La réalité est d'une autre nature… et d'une autre échelle pour ce qui a été du G7. »

L'un des grands défis à relever, lorsque de nombreuses forces de l'ordre sont engagées, est celui de la mobilisation. Parfois, plus de 1'400 personnes aux missions distinctes, aux horaires décalés, dispersés sur l'ensemble du territoire cantonal : où se rendent-ils à la prise de service ? Où est-ce que ces centaines de personnes vont parquer leur voiture privée avant leur prise de service et leur départ en mission dans d'autres véhicules ? Les places d'armes prêtées par l'armée offrent un appoint utile, mais largement insuffisant.

Vient ensuite la question de l'hébergement. Pour la rencontre du G7, plus de 600 personnes ne pouvaient pas rentrer chez elles chaque soir. Hôtels, casernes : tout espace disponible a été mis à contribution pour garantir le repos. Le défi était de taille : 4'000 nuitées, 11'000 repas assurés depuis trois centres de restauration répartis dans le canton, sans compter les tonnes de matériel à acheminer, référencer et distribuer. De manière générale, ces mobilisations exceptionnelles entrainent des contraintes opérationnelles : toutes les commandes et livraisons habituelles de la division sont suspendues pour la durée de ces événements, et comme la division logistique travaille en flux tendu toute l'année, le temps consacré à assurer les événements de grande ampleur décale d'autant ses tâches quotidiennes.

Et lorsque ces engagements majeurs sont terminés, un chantier s'ouvre pour les membres de la division : celui de la démobilisation. Il s'agit alors de récupérer, vérifier et éventuellement réparer chaque équipement, chaque véhicule prêté.

Ainsi, derrière chaque policier en mission durant ces périodes exceptionnelles se trouve, invisible, indispensable, une machine logistique rodée jusqu'au dernier détail.

@Alexandre Bisenz

L'un des grands défis à relever, lorsque de nombreuses forces de l'ordre sont engagées, est celui de la mobilisation. Pour le sommet du G7, différentes places ont été utilisées sur l'ensemble du canton pour accueillir les 1'400 personnes mobilisées.

En même temps qu'elle est engagée pour les grands événements, la division logistique doit respecter son planning de gestion et de fourniture de matériel à l'ensemble du personnel de la PCV. Une tâche qu'elle doit parfois différer si l'entier de son personnel est mobilisé, comme ce fut le cas pour le sommet du G7.

LE RÔLE STRATÉGIQUE DE LA CELLULE COMMUNICATION

Lors des grandes manifestations sur territoire vaudois, la Police cantonale déploie un dispositif sécuritaire spécifique pour en assurer la sécurité. Au cœur de cette mobilisation se trouve la cellule communication, qui œuvre pour maîtriser l'enjeu stratégique que représente l'information.

À l'heure des réseaux sociaux et des campagnes de désinformation, la communication est devenue un front à part entière. Durant les grands engagements policiers, la cellule communication fonctionne en étroite collaboration avec le commandement, car les menaces dans ce domaine sont multiples et insidieuses. Le premier écueil à éviter, c'est le silence, car lorsqu'une institution se tait, d'autres voix comme les médias ou les réseaux sociaux prennent le relais et peuvent diffuser des fake news, encouragées par le manque d'informations. En quelques heures, une information erronée peut cristalliser l'opinion publique et compliquer une opération d'envergure. La cellule communication est attentive à cela et coordonne les informations diffusées par l'institution pour y répondre, le cas échéant.

La communication au service de la chaîne de commandement

Pour faire face à ces défis, la cheffe de Direction communication et relations avec les citoyens (DCRC) s'installe au plus près du centre opérationnel, le Technical Operation Center (TOC), poste de commandement depuis lequel l'ensemble du dispositif sécuritaire vaudois est piloté. Lorsque la capitale vaudoise est impactée, l'équipe de la communication de la Police municipale de Lausanne (PML) intègre la cellule dédiée à l'événement et la cheffe de la PML intègre le TOC en alternance. Le pilotage de la communication depuis le TOC est assuré d'entente avec la cheffe de la communication du Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité (DJES). Selon les cas, l'aide peut également provenir des communicants des autres départements de l'Administration cantonale vaudoise, des autres cantons, voire, selon le type d'événement, de la Confédération.

Remonter l'information vers le commandement

Durant ces périodes, il faut également veiller à ce que le flux d'information circule dans les deux sens. La cellule a également pour tâche de remonter les éléments pertinents vers la commandante de la Police cantonale, le TOC et les chefs d'engagement. Une veille médiatique comprenant revue de presse, surveillance des réseaux sociaux, analyse des informations et de leurs commentaires alimente ce circuit ascendant. Chaque article publié, chaque post concernant l'engagement des forces de sécurité est collecté, analysé et, si nécessaire, doit faire l'objet d'une réaction calibrée.

Une nouveauté : la team Dialogue Population

Une nouvelle entité a été engagée pour la première fois dans le canton : la « team Dialogue Population ». Composée d'une trentaine de gendarmes, policiers et inspecteurs, ses membres sont allés au contact des manifestants lors de la Grève féministe du 13 juin 2026 dans les rues de Lausanne dans un seul but : entamer le dialogue *(lire l'article en page suivante)*.

Dans la gestion sécuritaire des grands événements, la communication est devenue une composante opérationnelle à part entière. Maîtriser l'information, c'est maîtriser le terrain. La bataille dans les médias peut se révéler aussi décisive que sur le terrain.

@Alexandre Bisenz

Lors des grands engagements, la Cellule communication informe le public, mais également le commandement des opérations. Ici, Olivia Cutruzzolà, cheffe de la Direction communication et relations avec les citoyens, s'entretient avec le col Alain Gorka, chef Opérations et commandant de la gendarmerie.

NOUVEAUTÉ : LE DISPOSITIF DIALOGUE-POPULATION

Une nouvelle entité a été engagée pour la première fois dans le canton : la « team Dialogue Population ». Composée d'une trentaine de personnes, cette équipe est allée au contact des manifestants lors de la Grève féministe du 13 juin 2026 à Lausanne dans un seul but : établir le dialogue.

Baptisé « team Dialogue Population », c'est un nouveau dispositif mis sur pied par la Police cantonale vaudoise, en tenue civile et portant des gilets distinctifs. La mission de la trentaine de membres qui le compose consiste principalement à aller au contact des manifestants pour nouer le dialogue avant qu'une situation ne dégénère. Cela permettra aux forces de l'ordre d'accompagner les événements de l'intérieur et, par la discussion, d'éviter les fausses perceptions et les mauvaises interprétations des uns et des autres. Cette immersion permet aussi de transmettre des informations aux collègues.

La première réalisation concrète de ce concept a été effectuée lors de la Grève féministe du 13 juin 2026, où près de 8'000 personnes étaient présentes dans les rues de Lausanne. Pour accompagner cette première, les collègues de la Stadt Polizei ZH, qui utilisent ce dispositif depuis 2019, sont venus coacher leurs collègues vaudois : des gendarmes, des inspecteurs et des policiers de la PML.

Le plt Yvan Bovard, à la tête de l'équipe, relate cette première expérience : « Les manifestants et les badauds ont été surpris de voir un dispositif policier, en tenue civile, se trouver à l'intérieur de la manifestation ou du moins, au contact des manifestants, et discuter avec eux de manière détendue. Les gens nous ont posé de nombreuses questions sur notre rôle et des discussions enrichissantes ont été menées avec respect. »

Les quelques quolibets essuyés n'ont entaché ni la motivation de l'équipe, ni la bonne humeur générale de la manifestation. Yvan Bovard reprend : « Je trouve cette approche très intéressante. Elle apaise les éventuelles tensions, ne serait-ce que par le fait que nous œuvrons en civil. » Il est vrai que pour les manifestants, cette tenue qui diffère du maintien de l'ordre, incite peut-être davantage au dialogue. À la fin de l'exercice, les retours des membres de l'équipe ont été très positifs et le dispositif sera reconduit lors de prochains rassemblements.

@Alexandre Bisenz

© Photo PCV

Le plt Yvan Bovard lors de la grève féministe du 13 juillet : « Cette approche en civil est très intéressante, elle permet d'apaiser les tensions. »

Attention, chemin de l'école

ADAPTER LA VITESSE

Observer / Ralentir / S'arrêter

OPÉRATION STUBL : UNE NOUVELLE STRATÉGIE VAUDOISE CONTRE LE BLANCHIMENT

Face à l'engorgement du système judiciaire et à la surpopulation carcérale, la Brigade financière a imaginé une approche inédite : cibler non plus les trafiquants, mais l'argent qu'ils transportent. L'opération STUBL (Stups-Blanchiment), lancée début 2025, en dessine les contours.

Il y a dans la lutte contre le trafic de stupéfiants une arithmétique que les policiers connaissent mieux que quiconque : moins d'actions policières signifie moins de saisies, moins de saisies signifie moins d'argent confisqué.

Pour rappel, le trafic mondial de stupéfiants représente, selon les estimations basses des Nations Unies, entre 250 et 800 milliards de dollars par an. Un fleuve qui irrigue des économies parallèles, corrompt des institutions et finance des réseaux dont la résistance défie les dispositifs répressifs les plus élaborés. Une vaste opération menée il y a quelque temps par la Brigade financière vaudoise a permis de faire une immersion dans le transport et le blanchiment de l'argent issu du trafic de stupéfiants, à l'issue de laquelle les enquêteurs ont pu constater qu'une seule agence de transfert de fonds dans notre Canton pouvait blanchir jusqu'à 10 millions de francs par année, un chiffre qui illustre l'ampleur du phénomène à l'échelon local.

Un système qui atteint ses limites

Pour comprendre pourquoi l'opération STUBL a vu le jour, il faut d'abord mesurer l'état dans lequel se trouvait le dispositif de lutte. La Brigade des stupéfiants traitait de très nombreux dossiers et les délais s'allongeaient, tandis que de son côté, la Brigade financière ne pouvait lancer que peu d'enquêtes d'initiative dans le domaine du blanchiment : les investigations en la matière sont longues, complexes, tentaculaires, elles mobilisent des mois de travail pour des résultats judiciaires souvent différés. Le Ministère public, lui aussi débordé, peinait à ouvrir de nouvelles procédures sur la seule impulsion des policiers. Le système, dans son ensemble, semblait avoir atteint ses limites.

L'invention d'une nouvelle procédure

C'est dans ce contexte qu'une réflexion s'est engagée au sein de la Brigade financière. Le raisonnement était simple : si l'on ne peut pas frapper efficacement les trafiquants dans leur liberté de mouvement, pourquoi ne pas les frapper là où ils sont le plus vulnérables : leur portefeuille ?

La mise en œuvre de cette idée supposait de trouver un ancrage juridique solide. Ce fut l'apport décisif du Ministère public qui s'est avéré déterminant et qui a ouvert la voie à des confiscations d'argent, indépendantes de toute procédure pénale formelle. Il s'appuie sur l'article 70 du Code pénal suisse et sur l'article 376 du Code de procédure pénale : il n'est plus nécessaire de démontrer la culpabilité d'un individu pour saisir les fonds qu'il transporte, dès lors qu'un faisceau d'indices concordants laisse présumer que cet argent est d'origine illicite.

Ces indices ont été soigneusement inventoriés et formalisés. Ainsi, l'absence d'explications plausibles sur la provenance des fonds constitue le premier signal d'alarme. S'y ajoutent des comportements suspects lors du contrôle, une tentative de fuite ou de soustraction à la vérification, la dissimulation physique de la somme, la nature du lieu d'interpellation (point de deal connu, agence de transfert douteuse), des justifications fantaisistes, une situation financière précaire contredite par la possession de liquidités importantes, des liens établis avec les milieux criminogènes, la présence de coupures de faible valeur cohérentes avec la vente au détail de stupéfiants, la contamination de l'argent aux résidus de drogue ou encore la possession de listes comptables et de noms.

© Photo PCV

L'argent saisi lors des opérations de police est transmis au Ministère public. Il sera désormais confisqué par voie d'ordonnance et dévolu à l'État, ce qui n'était pas le cas avant STUBL.

L'ensemble de ces critères forme une grille d'analyse que les agents peuvent utiliser sur le terrain, sans attendre l'ouverture d'une procédure judiciaire longue et aléatoire.

STUBL en action : le cas d'école

L'affaire qui illustre le mieux le fonctionnement de l'opération s'est déroulée il y a quelque temps. Il s'agissait du cas d'un ressortissant étranger en situation irrégulière qui a été contrôlé, lors d'une opération de police dans un immeuble réputé pour abriter des trafiquants de drogue. Rien, lors de cette intervention, ne permettait de lui imputer directement une infraction : quelques boulettes de cocaïne avaient été retrouvées dans la poubelle commune de son logement mais leur attribution était impossible à établir avec certitude.

En revanche, la fouille avait révélé 4000 francs en petites coupures, dissimulés dans une chaussette glissée au fond de ses vêtements. Interrogé sur la provenance de cette somme, l'intéressé avait avancé qu'il s'agissait du produit de son travail en Italie. Une explication jugée fantaisiste au regard des éléments de contexte. La possibilité lui fut laissée de produire des justificatifs. Il ne donna jamais suite.

Au vu de l'ensemble des indices (lieu d'interpellation, dissimulation d'argent, coupures compatibles avec un trafic de détail et absence d'explication crédible), les enquêteurs ont procédé à la saisie de la somme. Transmise au Ministère public, elle a été confisquée par voie d'ordonnance et dévolue à l'État. Une issue qui, avant STUBL, aurait été impossible, car faute d'une procédure pénale ouverte, cet argent aurait été restitué à son porteur, sans suite.

Un outil qui recrée du sens dans la lutte contre le trafic de stups

Si l'opération STUBL ne se mesure pas seulement à l'aune des sommes saisies *(plus de 210'000 francs depuis son lancement au début de l'année 2025, destinés notamment à financer la prévention des addictions et le renforcement des moyens de lutte contre le trafic)*, elle se mesure aussi à son effet sur ceux qui la mettent en œuvre.

Des enquêteurs actifs dans le milieu des stupéfiants ont confié que STUBL était devenu, en peu de temps, un outil indispensable et surtout qu'il avait redonné du sens à leur mission. C'est peut-être là le succès le plus précieux de l'opération, celui que ne mesurent pas les statistiques judiciaires : dans un domaine où l'épuisement professionnel guette et où les résultats sont lents et fragiles à conserver, le sentiment de frapper efficacement, concrètement, durablement les réseaux criminels est une ressource rare.

Car c'est bien la logique de cette nouvelle manière de faire : là où la saisie de drogue n'affecte qu'un maillon de la chaîne, la saisie d'argent touche le système dans son architecture même. Priver un réseau de ses liquidités, c'est entraver sa capacité à s'approvisionner, à rémunérer ses membres, à entretenir sa corruption. C'est perturber durablement une organisation dont la force première est précisément sa fluidité financière.

Dans un paysage répressif souvent contraint à réagir plutôt qu'à anticiper, l'opération STUBL est une tentative d'inverser le rapport de forces, non par la démonstration de puissance, mais par la pertinence du dispositif. Une leçon que d'autres cantons pourraient suivre à l'avenir.

@Alexandre Bisenz

LES SAISIES PATRIMONIALES

Conséquence pratique de l'OP STUBL *(article précédent)*, le développement de saisies patrimoniales de la Brigade financière contribuera à affaiblir les réseaux criminels et, d'autre part, à renflouer les caisses de l'État. Elles iront à la prévention et aux opérations menées par les forces de l'ordre.

Lors des dernières discussions sur le budget de l'État de Vaud, il a été décidé de diminuer les dépenses, mais également d'augmenter les recettes. Pour ce faire, une motion a été déposée au Parlement pour que la Brigade financière effectue davantage d'opérations et récupère ainsi des biens ou des sommes d'argent liées à des fraudes. Cette manière de faire est déjà utilisée par la Police cantonale zurichoise, le canton de Vaud a décidé de s'inspirer de cette méthode, avec en toile de fond, l'idée que le crime ne doit plus payer.

Ces nouveaux processus, à créer, découleront directement de l'expérience STUBL décrite dans les pages précédentes. Ils devraient permettre de saisir tous les biens identifiés comme issus de fraudes ou de trafics illicites, comme des montres de luxe, des voitures haut de gamme ou encore des sommes d'argent de provenance douteuse. Cette nouvelle façon de procéder pourra être appliquée de manière systématique lors des opérations police et ce, quelle que soit la brigade à l'origine d'une opération *(stups, cyber, criminelle, migration et réseaux illicites, régions judiciaires, etc.)*.

La bataille à mener s'annonce longue et difficile, pour la mener efficacement, le Ministère public désignera un magistrat de référence et le personnel de la Brigade financière sera renforcé.

@Alexandre Bisenz

Image générée par IA

La nouvelle manière de faire, imaginée par la Brigade financière, permettra aux inspecteurs de procéder à la saisie des biens de provenance douteuse. Il s'agit parfois de montres, de véhicules de luxe et de sommes d'argent.

Présentation de la brigade

Créée en 1933 à la suite d'une fraude à l'aide sociale, la brigade financière est l'une des plus vieilles de Suisse. Elle est composée de 25 personnes réparties en deux divisions : la Division criminalité économique (DCE), composée de 12 personnes, et la Division fraudes et blanchiment (DFB), composée de 7 personnes. La brigade financière a été la première à intégrer du personnel civil. L'origine des enquêtes menées par la Bfin est diverse : dépôt d'une plainte pénale, enquête d'initiative ou réquisition d'un Procureur. Les futures opérations aboutissant à des saisies patrimoniales seront menées en collaboration l'ensemble des brigades de la police de sûreté.

Cas pris en charge par la Division criminalité économique (DCE)

- Escroqueries / Abus de confiance
- Concurrence déloyale
- Gestion déloyale
- Délits dans la faillite
- Corruption

Pour cela il faut :

- Travailler sur dossier et dans le passé
- Comprendre un mécanisme
- Déterminer les actes des auteurs, qui sont connus
- Comprendre l'infraction pénale
- Faire preuve d'esprit d'analyse et de synthèse, se former et cultiver son expérience

Cas pris en charge par la Division fraudes et blanchiment (DFB)

- Blanchiment d'argent
- Escroqueries bancaires
- Faux ordres de virement
- Transactions douteuses
- Flux de fonds

Ces affaires :

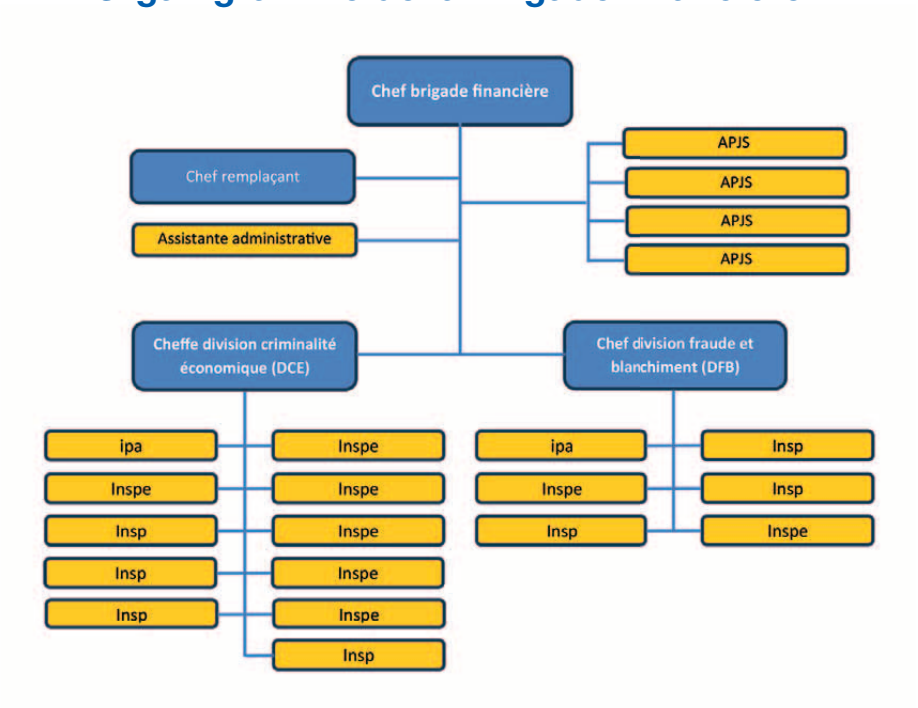
- Impliquent de nombreux protagonistes, souvent au niveau national et international
- Concernent des auteurs agissant à large échelle avec des stratagèmes élaborés

Situation des enquêtes au 15 juillet 2026

La brigade financière est en charge de 94 affaires :

53 dossiers traités par la DCE dont 13% sont en attente de traitement
29 dossiers traités par la DFB dont 17% sont en attente de traitement
3 derniers dossiers d'escroqueries aux crédits COVID en traitement

Organigramme de la Brigade financière



STAGE À SCOTLAND YARD : TÉMOIGNAGE D'UNE GENDARME EN IMMERSION

À la fin de l'année 2025, la caporale Leslie Koller a passé 3 mois au sein de la Metropolitan Police de Londres dans le cadre d'un programme d'échange entre forces de l'ordre. Elle partage son expérience.

Il existe des expériences professionnelles qui enrichissent les personnes qui les vivent. C'est ce qui est arrivé à Leslie Koller, caporale à la Police cantonale vaudoise, au terme de plusieurs semaines au cœur de l'une des polices les plus célèbres du monde. Son séjour londonien, rendu possible par la Fondation Sir Arthur Conan Doyle, qui organise depuis plusieurs années des échanges de perfectionnement entre membres de la Metropolitan Police (MET) et de la police vaudoise, l'a confrontée à une réalité aussi riche que diversifiée.

Une immersion dans le monde des mineurs

Le stage de Leslie Koller n'était pas un simple tour d'horizon institutionnel. Il s'inscrivait dans une thématique précise : la prise en charge des mineurs, qu'ils se trouvent du côté des victimes ou de celui des auteurs. Et surtout, la manière dont la police gère cette frontière poreuse entre les deux.

« Découvrir d'autres manières de travailler est une expérience enrichissante, dit-elle simplement. Pour les affaires impliquant des mineurs, les forces de l'ordre britanniques travaillent de façon très étroite avec les services sociaux. Le lien entre ces deux univers est constant, structuré, presque fusionnel. Là où, chez nous, l'intervention policière se clôt souvent par la transmission du dossier au Ministère public, la Metropolitan Police maintient une présence auprès des victimes bien au-delà de la clôture judiciaire du dossier. Elle assure un accompagnement qui tient autant du travail social que du métier policier traditionnel. »

La pluridisciplinarité et le « safeguarding »

Lors de ce stage, elle a pu découvrir le principe du « safeguarding, soit de conduire l'action de la police avec un objectif simple : « améliorer la protection des personnes vulnérables et la détection des risques ». En découle un fonctionnement pluridisciplinaire quotidien et institutionnalisé, réunissant la police et divers acteurs comme les services sociaux, le système de santé, les ONG, les autorités communales, les services de probation ou différentes agences gouvernementales. Leur philosophie est : « la bonne prise en charge, la bonne personne » *(right care, right person)* c'est-à-dire trouver la solution impliquant les partenaires adéquats pour chaque situation et individualiser la réponse aux problèmes rencontrés par un individu. Pour ce faire, la pluridisciplinarité est la règle, tout comme le partage d'informations.

Une institution sous tension, entre méfiance et réparation

La MET n'est pas une institution ordinaire. Quinze mille agents, une ville de 9 millions d'habitants, et des scandales qui ont profondément érodé la confiance publique, qe qui a laissé une blessure dans la relation entre l'institution et la population londonienne. Cela prendra du temps à cicatriser. C'est dans ce contexte que Leslie Koller a observé de vrais efforts pour reconstruire ce lien abîmé. « Sur le terrain, les policiers font preuve d'une extrême bienveillance, dit-elle, il y a une réelle volonté de bien faire. » Cette manière de procéder est très surveillée : chaque geste, chaque prise de décision, chaque interaction est documentée, encadrée et soumise à validation de la hiérarchie directe. De plus, les rappels aux procédures sont constants, via un affichage massif dans les postes de police par exemple.

La diversité comme outil opérationnel

L'une des grandes forces de la MET est sa composition humaine. Cette police est le miroir de Londres : une institution peuplée de femmes, de minorités ethniques et de nationalités venues du monde entier. « Cette diversité n'est pas qu'un argument politique, elle a une valeur opérationnelle directe, observe Leslie Koller. Cela aide énormément pour intervenir dans des milieux très hétérogènes, dans le domaine de la prostitution, par exemple, ou dans certains quartiers à forte concentration de communautés étrangères, la capacité à mobiliser un agent qui parle la langue, qui connaît les codes culturels, inspire une confiance immédiate peut faire la différence entre une situation qui s'emballe et une autre qui se dénoue. »

La question raciale, en toile de fond permanente, rend cette diversité à la fois nécessaire et politiquement sensible. Le Royaume-Uni porte une histoire coloniale qui infuse encore les rapports entre les forces de l'ordre et certaines parties de la population. Ignorer cette dimension reviendrait à ne pas comprendre comment fonctionne réellement la MET.

La violence des jeunes : un mal qui s'aggrave

Parmi les réalités les plus sombres auxquelles Leslie Koller a été confrontée, la question des gangs et de la violence au couteau occupe une place à part. Londres souffre depuis plusieurs années d'une épidémie d'agressions au couteau qui touche majoritairement les jeunes hommes des quartiers défavorisés. « Les auteurs sont de plus en plus jeunes et très souvent mineurs », constate-t-elle. Dans un pays où les armes à feu sont largement inaccessibles au grand public, le couteau est devenu, dans certains milieux, un accessoire banal. Les membres des gangs en portent souvent. Le défi pour les policiers est de gérer cette menace diffuse, souvent invisible, jusqu'au moment où elle explose.

Ce que Londres apprend à regarder chez soi

Le retour en Suisse a produit chez notre caporale une forme de soulagement : « Ma vision de ce qui se passe chez nous a évolué. Cette immersion m'a fait prendre conscience des forces du système suisse : une organisation plus simple, plus lisible, plus souple et d'une grande efficacité opérationnelle. Je trouve qu'on s'en sort plutôt bien et la délinquance est encore à une échelle gérable… et ce n'est pas de la complaisance, quand on regarde ce qui peut se passer autour de nous. » Elle a également pris conscience que certaines façons de travailler, telles que les réunions multi-agences, bien que très intéressantes pour identifier les vulnérabilités en amont, protéger les victimes et prévenir les passages à l'acte, ne sont pas facilement transposables car elles se heurtent à des lois et un système juridique très différents, notamment sur la protection des données. Leslie revient de Londres avec une conviction renforcée sur un point précis : « Je vois comme il est important de soigner notre lien avec la population. C'est ce que je vais m'efforcer de mettre en œuvre en développant un contact plus étroit avec les habitants de mon secteur. » Des gestes simples, peut-être, mais c'est comme cela que se noue la confiance.

@Alexandre Bisenz

L'histoire de la Metropolitan Police se confond avec l'histoire de Londres. Ici, Leslie pose, avec un collègue londonnien, devant le plus petit poste de police du pays, construit dans les années 20 et utilisé pour surveiller les manifestations politiques qui se déroulaient sur la place Trafalgar.

Les saisies ont de quoi impressionner : la ville souffre depuis plusieurs années d'une épidémie d'agressions avec armes blanches qui concerne majoritairement des auteurs de plus en plus jeunes et très souvent mineurs.

RECONNAÎTRE LES TERMES DES NOUVEAUX STUPÉFIANTS SUR LES FORUMS

Guillaume Grenier est assistant-doctorant à l'École des sciences criminelles de l'Université de Lausanne. Avec son équipe, il a mis au point un modèle de langage, appelé DrugRecon, capable de reconnaître de nouveaux noms de stupéfiants mentionnés par les utilisateurs de forums afin de faciliter la détection de potentielles nouvelles substances psychoactives arrivant sur le marché.

Comment le modèle DrugRecon a-t-il vu le jour?
La thèse de M. Grenier porte initialement sur la cartographie du marché des stupéfiants sur Internet, en se focalisant principalement sur les cryptomarchés accessibles via le darknet. Le processus de veille déployé sur ces espaces vise principalement à documenter les types de produits vendus, leurs prix, les volumes commercialisés ainsi que les chiffres d'affaires réalisés. Cette vue d'ensemble permet de suivre les produits illégaux commercialisés sur ces espaces à l'échelle nationale et de détecter d'éventuels changements dans les tendances du marché. Cependant, cette vue d'ensemble ne permet de suivre que les substances psychoactives illégales connues à priori par les instances officielles. Lorsqu'une nouvelle substance apparaît sur le marché, elle ne sera pas nécessairement vendue sur le darknet, mais simplement sur des sites web, car cela dépend des législations et des instances de contrôles en vigueur dans les différents pays où elle est produite.

Cet état de fait a amené M. Grenier à se poser la question suivante: comment détecter de manière proactive l'apparition de nouvelles substances psychoactives sur le marché afin d'adapter en amont les stratégies de prévention et de perturbation? Ces recherches l'ont amené à s'intéresser aux forums de discussion en ligne, où les mentions de ces nouvelles substances constituent parfois les premières traces de leur émergence sur le marché, avant même qu'elles ne soient détectées par les autorités. Le but est d'exploiter les discussions sur ces forums afin d'en extraire les noms de stupéfiants mentionnés. Cela permet d'une part de continuer à suivre les substances connues et d'autre part, de détecter les nouvelles tendances émergentes.

DrugRecon
Toutefois, le problème est que des milliers de messages sont publiés chaque semaine. De plus, les approches traditionnelles de recherche par mot clé ne sont pas suffisantes pour extraire de nouveaux noms de stupéfiants qui seraient mentionnés par les utilisateurs. Autrement dit, puisqu'une nouvelle substance est inconnue à priori, on ne sait pas quels mots-clés utiliser pour extraire l'information. Il fallait donc trouver une nouvelle alternative pour automatiser le processus d'extraction des noms de stupéfiants mentionnés. C'est dans ce contexte que M. Grenier a eu recours à l'IA. En effet, il a adapté le modèle de langage RoBERTa, qu'il a nommé DrugRecon, en l'entraînant à accomplir une tâche spécifique, celle de reconnaître des noms de stupéfiants dans un texte donné. Le modèle comprend la relation entre les mots et le contexte général du texte pour inférer si des termes font référence ou non à des noms de stupéfiants. Grâce à DrugRecon, M. Grenier et ses collègues espèrent faciliter la détection des substances encore inconnues des autorités, afin de pouvoir les étudier dans le but d'adapter en amont les stratégies de prévention adéquates pour en limiter l'expansion sur le marché.

Comment DrugRecon a-t-il été mis au point?
DrugRecon a été entraîné à partir de messages provenant de différents forums: Drugs-forums, Dread et Reddit. Drugs-Forum existe depuis 2003. Il s'agit d'un forum axé sur la réduction des risques et de conseils de consommation pour les usagers. Dread est un forum de discussions accessible via le darknet et actif depuis 2018. Très peu censuré, il couvre de nombreux sujets associés à des activité illicites, dont la fabrication et le trafic de stupéfiants sur les cryptomarchés, le hacking, le cybercrime, la vente ou la fabrication de stupéfiants. Enfin, Reddit est un forum de discussion généraliste, traitant d'une multitude de sujets différents, dont certains fils de discussion portent sur la consommation de stupéfiants. Pour chacun des forums, des sections spécifiques concernant les stupéfiants ont été ciblées pour constituer un corpus de messages pertinents.

Une fois le corpus constitué, environ 15'000 messages ont été échantillonnés de manière à constituer une base d'entraînement diversifiée. Pour chacun des messages

de ce corpus, les noms de stupéfiants mentionnés ont été annotés manuellement et utilisés pour entraîner le modèle. Les messages de Dread et Drugs Forum ont été exclusivement utilisés pour la phase d'entraînement et une première phase d'évaluation. Les publications de Reddit ont été utilisées pour la seconde phase d'évaluation, afin de tester si le modèle pouvait être utilisé sur une plateforme similaire, même si les messages de cette plateforme n'avaient pas été utilisés pour entraîner le modèle.

Quels sont les résultats ?

Une fois le modèle mis au point, entraîné et validé par l'évaluation, M. Grenier et ses collègues l'ont mis à l'épreuve en l'intégrant à un processus de veille qui a pris place d'avril à juin 2025. À l'issue de cette période, 12 nouveaux noms de substances correspondant potentiellement à de nouvelles substances psychoactives ont pu être identifiés. Par exemple, le terme « 3-FPO » a été mentionné à plusieurs reprises et pourrait correspondre à un nouveau produit stupéfiant arrivant sur le marché.

Quelles sont les limites du modèle ?

Bien que le modèle soit performant et capable de remplir sa tâche, il est important de reconnaître certaines limites. Sur de plus grandes quantités de messages, le nombre de faux positifs et de faux négatifs augmente. Pour gérer les faux positifs, une stratégie possible consiste à filtrer après coup les plus communs afin d'isoler les termes inconnus qui pourraient correspondre à de nouvelles substances. Il reste également à évaluer si, à long terme, la charge de travail manuel ne deviendra pas un facteur limitant face à des volumes de message plus importants.

Une autre limite du modèle est que l'intégralité des textes utilisés pour l'entraînement est en anglais. Pour que le modèle soit adapté au contexte suisse, c'est-à-dire qu'il puisse extraire des noms de stupéfiants dans des messages rédigés en français, en suisse-allemand ou en italien, il faudrait le réentraîner sur des messages dans ces langues.

Comment adapter DrugRecon au domaine de l'enquête judiciaire ?

Les résultats obtenus jusqu'ici par M. Grenier permettraient d'anticiper de nouvelles problématiques liées à l'apparition de ces nouvelles substances, et de guider les stratégies de prévention et de perturbation en ciblant les sites web où celles-ci sont vendues. DrugRecon pourrait également trouver une application directe au sein des services de police pour soutenir les processus de veille en cours. Toutefois, en tant que modèle de traitement du langage, son efficacité repose sur la constitution de bases de données d'entraînement dont les contextes correspondent aux domaines ciblés. Son déploiement implique donc une formation adéquate des enquêteurs afin qu'ils maîtrisent le fonctionnement de l'outil, notamment pour l'annotation et la préparation manuelle des données nécessaires à l'adaptation du modèle à leur réalité opérationnelle. Enfin, la sensibilité des informations traitées impose que le modèle soit déployé sur des serveurs locaux, garantissant ainsi la stricte confidentialité des enquêtes.

@Nikola Tomovic

Le modèle de langage DrugRecon reconnaît les nouveaux noms de stupéfiants mentionnés par les utilisateurs de forums. Ceci facilitera la détection de nouveaux produits arrivant sur le marché.

LES CONFÉRENCES AUX SÉNIORS

Nos chargés de prévention donnent chaque année des centaines de conférences aux personnes âgées afin de leur fournir des conseils de prévention de la criminalité. Présents sur l'ensemble du canton, ils aident nos séniors à rester vigilants et à rafraîchir leurs connaissances sur les grandes tendances criminelles et cybercriminelles.

Les personnes âgées de plus de 60 ans sont une frange de la population particulièrement à risque de subir des infractions, qui occasionnent des dommages financiers, psychologiques et physiques considérables aux victimes. De plus, il est difficile de sensibiliser les séniors à travers les réseaux sociaux et internet. C'est pourquoi les conférences aux séniors sont organisées depuis maintenant six ans.

En quoi consistent les conférences aux séniors ?
La conférence « Cyber-Sénior », portée sur la cybercriminalité, aborde tous types d'infractions commises en ligne, comme l'arnaque à la fausse qualité, aux sentiments, au faux support technique, l'extorsion ou encore le phishing. La conférence « Super-Sénior » aborde les infractions physiques comme le vol à la tire, le vol à l'astuce, le cambriolage ou le phénomène des nettoyeurs abusifs.

Par la diffusion de vidéos illustratives humoristiques, d'exemples de plaintes déposées par des victimes et de chiffres statistiques, les chargés de prévention décortiquent chaque infraction dans le détail en présentant les modes opératoires, et partagent des conseils de prévention pertinents pour s'en protéger efficacement.

Avant la fin de la conférence, chacune et chacun est libre de poser une question sur un des délits présentés, de partager une expérience vécue ou une anecdote personnelle en lien avec un phénomène. Ces moments permettent d'ancrer les sujets criminologiques dans la réalité concrète et suscitent la discussion et le débat. En fin de conférence, les chargés de prévention prennent du temps pour discuter de manière informelle avec les participants qui souhaitent échanger sur des sujets personnels.

Histoire des conférences séniors
Le 1er janvier 2020, la Division Prévention de la criminalité change de chef, en la personne de l'Adjudant Pascal Fontaine. Une des premières mesures qu'il a prises a été de mettre en place des conférences aux séniors, car il s'agissait, selon lui, du meilleur moyen d'atteindre cette population, étant donné leur faible présence sur les réseaux sociaux. En établissant un réseau d'associations pour séniors et des institutions telles que ProSenecute, cette catégorie d'âge serait à jour sur les différents phénomènes criminels en cours et les moyens de défense les plus efficaces.

Un important travail de recherche consacré aux bonnes pratiques en matière de conférences destinées aux personnes âgées a été mené en amont par la psycho-criminologue d'unité, Mme Valérie Ducommun-dit-Verron, en collaboration avec le stagiaire d'unité, M. Alessio Meli. Leurs analyses ont mis en évidence l'efficacité d'un format interactif privilégiant l'échange et le partage d'expériences, ainsi que la présentation de « scripts » criminels détaillant des modes opératoires clairement identifiables. Cette approche favorise significativement la compréhension et la rétention des informations par le public sénior.

Ils se sont également rendus dans les locaux de la Police cantonale genevoise auprès de leur chargé de prévention d'alors, le Lieutenant Giovanni Martinelli, qui avait déjà pérennisé ces conférences dans le canton. Lors de ces conférences, il sensibilisait son public contre les vols, les arnaques et les cambriolages. Il a en outre noué un partenariat avec ProSenectute, lui donnant accès à un vaste réseau de personnes âgées. Ainsi se sont progressivement mises en place les conférences Cyber-Sénior et Super-Sénior dans le canton de Vaud. Avec la démocratisation de l'utilisation des réseaux sociaux et du danger croissant qu'il engendre, la conférence sur les délits cyber est un peu plus demandée.

Comment bénéficier d'une conférence ?
Toute commune, association ou institution peut solliciter les chargés de prévention pour une conférence sur le site www.votrepolice.ch. Toutefois, d'autres canaux permettent d'entrer en contact avec les chargés de prévention : les communes jouent un rôle important dans la publicité pour les conférences, en mentionnant leur existence lors des dîners annuels de fin d'année, puis en fournissant l'adresse de contact de la Division Prévention aux personnes intéressées.

@ Valérie Ducommun

Les conférences données aux séniors, ici par Pascal Fontaine, les aident à rester vigilants et à rafraîchir leurs connaissances sur les grandes tendances criminelles et cybercriminelles.

Peu avant son départ à la retraite Pascal Fontaine fait le bilan de son activité au sein de la Division Prévention de la criminalité

« L'un des accomplissements majeurs a été la reconstruction d'un réseau solide de partenaires séniors. Cette démarche a contribué à repositionner durablement la division comme un interlocuteur reconnu et crédible auprès de cette population. Parallèlement, la présence de la division sur les foires, salons professionnels et événements spécialisés a été considérablement renforcée. Cette visibilité a permis d'améliorer la notoriété de la structure, de développer son influence et de multiplier les opportunités d'échanges avec des partenaires institutionnels, privés et académiques. L'explosion des sollicitations pour des conférences et interventions dans des contextes variés témoigne de la reconnaissance grandissante de l'expertise de la division et de la crédibilité acquise par son personnel auprès des différents publics professionnels et institutionnels.

De plus, l'arrivée du concept *eCop François* a également constitué une étape marquante de cette période. Ce projet innovant a offert un nouvel élan aux actions de prévention en général, en modernisant leur approche et en renforçant leur accessibilité auprès des différents publics. Grâce à cette initiative, la division a pu valoriser davantage son rôle de proximité, développer une communication plus dynamique et inscrire la prévention dans une démarche contemporaine, interactive et mieux adaptée aux enjeux actuels. Cette évolution a contribué à renforcer l'image de la division en matière de prévention et de sensibilisation.

Enfin, la situation sécuritaire a sensiblement évolué ces dernières années, notamment avec une recrudescence marquée de la cybercriminalité. Les escroqueries en ligne, les fraudes numériques et les atteintes aux données personnelles se sont multipliées, touchant un public toujours plus large. Parallèlement, un nouveau modus operandi est apparu : l'arnaque au faux policier. Cette méthode consiste pour les auteurs à se faire passer pour des représentants des forces de l'ordre afin de gagner la confiance des victimes et de les pousser à remettre de l'argent, des informations bancaires ou des objets de valeur. Cette évolution démontre la capacité d'adaptation des criminels et souligne l'importance de renforcer continuellement les actions de prévention et de sensibilisation. »

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux

Police cantonale vaudoise
Centre de la Blécherette
Route de la Blécherette 101 – 1014 Lausanne

+41 21 644 44 44
Urgences : 117

policier.ch
votrepolice.ch